



## DÉCLARATION CONJOINTE DE DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS CONTRE LA CONFISCATION DU VOTE EN GUINÉE-BISSAU

**Ce n'est pas un putsch, c'est une confiscation de la volonté populaire !**

Le 26 novembre 2025, un groupe d'officiers, s'identifiant comme le " Haut Commandement Militaire pour la Restauration de l'Ordre", a déclaré, après voir la veille tenu une réunion au palais de la République avec le président sortant Umaro Sissoco Mballo, avoir pris "le contrôle total" du pays.

L'objectif était clairement d'empêcher la proclamation des résultats de l'élection qui donnait le candidat indépendant Fernando Dias vainqueur de ces joutes électorales parce qu'ayant gagné sept (7) des neuf (9) régions du pays.

Après un simulacre de coup, à l'occasion duquel le président MBALLO a lui-même appelé la presse pour l'informer de la prise du pouvoir par les militaires, les "mutins" ont suspendu les institutions nationales, pris le contrôle des bureaux de la Commission nationale qui s'apprêtait à rendre public les résultats des élections du 23 novembre et procédé à l'arrestation du principal candidat de l'opposition, du Secrétaire général du PAIGC, qui avait été empêché de participer à l'élection présidentielle, et des responsables de la Commission électorale. Le Général Horta

N'TAM, Chef d'état-major de l'armée de terre a été choisi pour diriger la nouvelle "junte" militaire, en tant que nouveau Chef de l'Etat et le ministre des Finances a été nommé premier Ministre de la transition politique, qui est censée ne durer qu'une année.

Cette énième intervention de l'Armée dans le fonctionnement des institutions guinéennes, est une attaque délibérée et inacceptable contre la souveraineté du peuple bissau-guinéen. Comment un président ayant perdu des élections peut trouver des arrangements avec les responsables de l'Armée pour prendre le pouvoir simplement dans le but d'éviter la prise du pouvoir par les personnes que les citoyens ont choisi pour présider à leur destinée? Comment peut-on accepter que des résultats d'élections qui ont été considérées par les observateurs électoraux de la CEDEAO et de l'Union africaine comme libres, transparentes et honnêtes ne puissent pas être proclamés simplement parce que le perdant ne veut pas transmettre le pouvoir au vainqueur?.

Ce qui s'est passé à Bissau, cette semaine, n'est pas un " coup d'État", mais une mise en scène grossière pour voler une élection. Et la CEDEAO et l'Union africaine doivent, par tous les moyens, refuser de normaliser cette manière de piétiner la volonté librement exprimée par les millions de citoyens guinéens.

La vérité est que depuis l'arrivée au pouvoir de M. Umaro Sissoco Embaló le 27 février 2020, la Guinée-Bissau vit dans une dictature qui ne dit pas son nom: dissolutions arbitraires du Parlement, remplacement inconstitutionnel du président de la Cour suprême, choix personnel de la date des élections, etc. . Cette tendance troublante a maintenant atteint son paroxysme : un président qui ignore la voix des urnes, un commandement militaire manipulé, et des citoyens pris en otage par les ambitions d'un homme et d'un système insatiable.

La CEDEAO et l'Union Africaine ne peuvent plus ignorer ces développements. Trop de crises ont été tolérées et trop d'élections ont été confisquées en Afrique de l'ouest et sur le continent.

Nous, membres de la société civile africaine, demandons à la CEDEAO et à l'Union africaine de:

- **Proclamer immédiate les résultats** du vote du 23 novembre 2025, et de prendre toutes les mesures pour assurer l'accession immédiate au pouvoir du candidat déclaré vainqueur des élections ;

- **d'ordonner un retour immédiat à l'ordre constitutionnel** et appeler tous les acteurs politiques et sociaux de la Guinée Bissau à un dialogue national inclusif sous supervision internationale, la libération de tous les prisonniers politiques ;
- **ordonner une enquête internationale indépendante sur la violence contre les défenseurs des droits de l'homme, les journalistes et d'autres acteurs politiques**, ainsi que sur l'invasion du siège du PAIGC, pour identifier et sanctionner sévèrement leurs auteurs ;

Nous nous tenons résolument aux côtés du peuple bissau-guinéen. Nous refusons d'accepter le silence, la peur et l'arbitraire face à ces attaques contre la démocratie sur le continent. Les libertés fondamentales sont non négociables, et les peuples de l'Afrique de l'Ouest ne tolérerons plus l'annulation d'un vote par la volonté d'un seul individu.

*Fait à Dakar le 30 novembre 2025*

Signataires :

- Alioune Tine, Fondateur de Afrikajom Center (Sénégal)
- Salieu Taal, Activiste et ancien Président de l'Association du barreau (Gambie)
- Madi Jobarteh, militant des droits humains (Gambie)
- Paul Amegakpo, Expert en bonne gouvernance, Institut Tamberma (Togo)
- Pr Penda Mbow, historienne et présidente de MJC (Sénégal)
- Abdou Aziz Cissé, Web Activiste et militant des droits humains (Sénégal)
- Hardi Yakubu, Coordonnateur du mouvement Africans Rising (Ghana)
- Armando Lona, Front Populaire (Guinée-Bissau)
- Ibrahima Kane, militant des droits de l'homme (Sénégal)
- Bubacar Turé, Président de la Ligue guinéenne des droits de l'homme (Guinée-Bissau)